

IR 1.101/GL-bs  
ad: t.311 Pérou

Lima, le 7 novembre 1986

RAPPORT SUR LE VOYAGE DE MISSION AU PEROU  
DU DIRECTEUR DE LA DDA, M. F.R. STAEHELIN  
(DU 23.10.86 AU 04.11.86)

---

1. Le contexte

La visite qu'a effectuée M. Staehelin au Pérou, la première que réalisait un Directeur de la DDA depuis 1976, s'est déroulée dans un contexte marqué par 3 incertitudes.

La première se réfère à l'attitude du Pérou face à ses créanciers et, de manière plus générale, à l'alternative entre la négociation permettant à brève échéance une reprise des flux financiers à destination du Pérou et l'option pour un modèle de développement tourné vers le marché intérieur, option menacée d'asphyxie par le manque de financement. Le Président Alan García maintient les deux fers au feu et ne s'appréterait à trancher qu'au lendemain des élections municipales du 9 novembre 1986, premier test électoral depuis son accès au pouvoir. L'on parle d'un remaniement substantiel du cabinet qui pourrait voir accéder au poste clé de Ministre de l'Economie l'actuel Président de la Banque Centrale de Réserve, M. Leonel Figueroa, qui, lors de l'entretien accordé à M. Staehelin, s'est montré favorable à un accord avec la communauté financière internationale.

La deuxième de ces incertitudes est d'ordre politique et militaire. En dépit des mesures annoncées en faveur des communautés défavorisées du sud andin et de la proclamation, depuis février 1986, de l'état d'urgence dans la province de Lima et du Callao, le gouvernement ne parvient pas à asséner un coup décisif au mouvement de guérilla (que les péruviens qualifient de "terroriste") "Sentier Lumineux" (SL). Au cours de l'année écoulée, SL a au contraire marqué des points importants, infligeant une grave perte de prestige au gouvernement lors du massacre des prévenus de terrorisme dans les prisons de Lima en juin dernier et élargissant sa zone d'influence à une partie du département de Puno. Comme ce département est l'une des régions de concentration du programme suisse de coopération, l'un des objectifs de la visite de M. Staehelin a été

- 2 -

d'évaluer la menace qui peut peser sur les projets qu'appuie la Suisse et d'arrêter les mesures de sécurité nécessaires.

La troisième incertitude - de moindres conséquences pour le pays, mais importante pour la DDA - se réfère aux perspectives de collaboration entre le Pérou et la Suisse. Malgré la très grande coïncidence que l'on peut relever entre les objectifs affichés par le gouvernement apriste et les priorités que s'est fixée la DDA depuis une dizaine d'années, aucune proposition concrète de nouveaux projets n'a été faite par l'Institut National de Planification (INP) au cours des 15 premiers mois de gouvernement apriste. Certains projets en cours accusent un retard dans l'exécution dont le partenaire péruvien assume la plus grande part de responsabilité. De là, la volonté de M. Staehelin de se faire une idée personnelle de la marche du programme et de recueillir directement l'opinion de nos partenaires sur l'appui qui leur est prêté.

## 2. Les projets visités

....

On trouvera en annexe le programme de visite de M. Staehelin qui lui aura permis de voir 6 projets soutenus par la DDA ainsi qu'une partie des activités de trois projets appuyés par les Pays-Bas (PRODERM à Cuzco et Reforestation sociale communale FAO/Hollande à Puno) et le Canada (Programme de recherche sur les systèmes agricoles) respectivement.

Le projet HERRANDINAS, dont l'objectif est de contribuer à l'accroissement de la production agricole par l'amélioration des outils agricoles andins traditionnels avance à bon train. La charrue améliorée, conçue à partir d'un prototype élaboré en Bolivie par un projet similaire de la DDA, a subi un certain nombre de modifications pour s'adapter aux conditions locales. Plus résistante, versatile et efficace, elle remplace avantageusement - sauf sur le plan de son coût - l'araire de bois que les paysans ont de plus en plus de mal à fabriquer, étant donné la disparition progressive des espèces de bois natives ("chachacomo") requises. Aussi cette charrue améliorée rencontre-t-elle un vif succès, au point que sa production en série est désormais le principal goulot d'étranglement du projet. Il importe d'identifier une solution pour cette fabrication qui mobilise les ressources et capacités du secteur privé et qui devienne rapidement rentable. Pour ce qui est du choix des outils agricoles qui feront prochainement l'objet d'améliorations, les priorités ont été établies d'entente avec les producteurs de la région; il faut éviter de répéter des recherches et expériences déjà faites ailleurs (cas des pompes à eau manuelles). Enfin, le cadre institutionnel

./.



du projet devra subir quelques aménagements: la participation de l'université du Cusco et du Centre de recherche et de promotion de l'agriculture et l'élevage (CIPA) sont insuffisantes; compte tenu de l'intérêt que suscite le projet en dehors du département de Cusco, il serait bon d'impliquer pour la prochaine phase une institution à couverture nationale telle que l'INIPA (programme "Sierra").

La CASA CAMPESINA (la "maison paysanne"). Ce centre d'hébergement et d'assistance technique et médicale pour les paysans du département de Cusco de passage dans cette ville remplit effectivement la fonction pour laquelle il a été créé. Le nombre des nuitées et des services d'assistance médicale, juridique et administrative a progressé très rapidement et pourra s'accroître encore dès que les derniers travaux d'aménagement seront terminés. M. Staehelin y a rencontré un groupe de porteurs - qui se recrutent parmi les paysans les plus pauvres de la région - discutant les moyens d'obtenir un salaire minimum et une limitation de la charge (qui peut atteindre jusqu'à 110 kilos!). S'il est pleinement justifié que la DDA ait contribué à la mise de fonds initiale permettant l'ouverture de cette maison paysanne ainsi qu'au frais de fonctionnement pendant les premières années, il n'en demeure pas moins que l'appui de la DDA ne pourra se prolonger indéfiniment; au terme du crédit récemment approuvé (326,500 francs pour trois ans), la maison paysanne devra trouver d'autres sources de financement.

La discussion avec le Président de la Corporation de développement de Cusco, M. Ramiro de Velasco, a fait apparaître des divergences de vue manifestes parmi les autorités péruviennes quant à la collaboration avec les ONG. Alors que l'INP souhaite un renforcement de cette collaboration, le Président de la Corporation a pour l'instant refusé de donner un avis positif qui permette de mettre en marche la deuxième phase du projet "Casa Campesina", non que les activités qui s'y déroulent soient mauvaises ou contraires aux objectifs du gouvernement, mais - dit-il - parce que les motifs pour lesquels ces actions sont réalisées lui paraissent suspects.

ARBOLANDINO (Microrégion Frontière sud, département de Puno). Ce projet de reboisement communal avec des espèces natives n'ayant démarré que depuis 3 mois, la visite a commencé par une communauté proche de Yunguyo où a travaillé de projet FAO/Hollande de reforestation, projet dont ARBOLANDINO veut être le complément. Voilà qui a bien fait ressortir les similitudes et différences des deux projets: accent sur le renforcement institutionnel et l'effet de masse dans le cas du projet FAO/Hollande, quitte à recourir à l'eucalyptus qui est



peu résistant aux gélées et n'enrichit pas les sols; priorité aux espèces natives, accent sur les régions climatiquement difficiles, situées hors de la zone d'influence du lac Titicaca, approche progressive des communautés garantissant que le rythme de reforestation ne soit pas supérieur à ce que peuvent assumer les bénéficiaires dans le cas de ARBOLANDINO. Il s'agit à n'en pas douter d'un projet difficile, mais qui mérite d'être poursuivi, compte tenu des besoins en bois (de feu, pour les outils, la construction, etc.) des habitants de ces hautes terres et de l'incapacité du Pérou de financer à lui seul un investissement rentable à aussi long terme que celui-ci. La même remarque vaut, mutatis mutandis, pour les projets soutenus par la DDA dans la forêt amazonienne. Il s'agit là de contribuer, par la recherche forestière et par la formation aux niveaux universitaire et technique, à l'identification, puis à la diffusion d'un mode de mise en valeur des ressources de la forêt qui soit compatible avec le maintien de l'équilibre écologique. Vu l'importance que revêt la forêt amazonienne - dépositaire d'une grande partie de la diversité génétique - pour l'écologie du globe terrestre, la Suisse assume de ce fait sa part (toute sa part?) dans la préservation de cette partie du monde.

Reconstruction de WARU-WARUS (Puno). Les WARU-WARUS - ou champs surélevés - sont une ancienne technique agricole pratiquée il y a 800 ans environ sur les rives du lac Titicaca et le long des fleuves qui s'y déversent, puis abandonnée au moment où les Incas assirent leur domination sur cette région. Elle consiste à créer un réseau de talus surélevés séparés entre eux par des canaux où s'accumule l'eau; le système a le double avantage de préserver les récoltes des inondations et d'exercer une influence thermorégulatrice. Dans le cadre de l'aide d'urgence aux victimes des inondations de janvier 1986, la DDA a contribué au financement de la reconstruction de "WARU-WARUS", ce qui a donné un salaire aux paysans leur permettant de satisfaire leurs besoins immédiats tout en réalisant un investissement à long terme. Le défi est maintenant que les paysans continuent de reconstruire ces talus sans percevoir de salaire (il faut environ 800 jours de travail pour reconstruire un hectare de WARUS), l'appui extérieur se concentrant dès lors sur l'assistance technique. Une extension de ce programme pourrait changer le visage du bassin du lac Titicaca où l'on a recensé près de 60,000 hectares de vestiges de "champs surélevés".

CESPAC (Centre de services pour la formation audiovisuelle). La visite des actions de formation du CESPAC s'est limitée à deux communautés des environs de Puno, bien que la DDA soutienne le programme de cette institution dans les départements de Puno et Cusco. Mais ceci a suffi pour démontrer le grand potentiel que recèle cette méthodologie, en premier lieu par sa



faculté de convoquer et d'intéresser les paysans: dans une des communautés visitées, les paysans avaient parfois parcouru plusieurs kilomètres à pied ou en bateau pour assister au cours; dans l'autre, ils se relayaient avec enthousiasme sur une bicyclette fixe permettant de recharger les batteries qui alimentent les modules de télévision. L'impact de cette formation dépend beaucoup de la capacité du "formateur" qui, une fois la bande vidéo passée, doit vérifier la compréhension et réaliser des exercices pratiques avec les participants. Dans les deux cas, ces moniteurs, originaires de la région, ont semblé avoir un excellent contact avec leur auditoire.

Perfectionnement de mécaniciens du secteur informel; quartier de La Victoria, Lima. Ce projet, mené à bien par l'organisation non gouvernementale (ONG) DESCO (Centre d'études et promotion du développement) en collaboration avec le Ministère du Travail, joue un rôle novateur dans l'élaboration d'une méthode de formation non scolarisée reposant largement sur les membres les plus expérimentés d'une corporation (les mécaniciens de La Victoria en l'occurrence) et pas sur des enseignants extérieurs. Cette méthode est susceptible d'intéresser le nombre croissant d'institutions qui s'efforcent de promouvoir le secteur informel - la réponse la plus efficace qui soit donnée au Pérou au sous-emploi et à une réglementation envahissante. Ces institutions agissent pour l'instant principalement par le biais du crédit. L'épreuve de feu pour ce projet fort intéressant sera de passer de son stade semi-expérimental actuel à celui d'une action plus large tant par les secteurs techniques englobés (inclusion des ateliers de réparation d'appareils électrodomestiques) que par les quartiers touchés. Il conviendra de suivre de près la croissance très rapide de l'Institut du développement du secteur informel (IDESI) pour voir s'il peut être l'instrument de cet élargissement.

### 3. Le programme

Les projets évoqués ci-dessus forment, à l'exception peut-être du dernier, un ensemble relativement cohérent qui constitue l'un des points forts du programme suisse de coopération au Pérou. Cet ensemble peut-être défini par quelques mots clés:

- appuis aux communautés paysannes du sud andin
- valorisation et amélioration des techniques traditionnelles de culture et d'élevage
- adaptation des résultats de la recherche aux conditions paysannes de production
- mise au point de méthodes de vulgarisation facilement assimilables par les paysans et se prêtant à une diffusion massive.

Plus de 20 ans d'expérience au Pérou font que la DDA a un apport à faire dans ce domaine qui mérite que l'on y concentre encore plus les efforts. La volonté affichée par le gouvernement apriste de donner la priorité à la Sierra, de revaloriser la culture andine face à celle de la Côte et de réduire les inégalités sociales et régionales offre un terrain propice.

Un deuxième domaine de concentration est constitué par les projets forestiers dans la "Selva" amazonienne, projets qui n'ont pas pu être visités lors de ce voyage. Le troisième domaine, qui n'en est qu'à ses débuts, regroupera les projets destinés à favoriser l'emploi et la création des revenus dans le secteur urbain marginal.

La deuxième mouture du Programme de coopération au Pérou 1986-1990 devra mieux mettre en relief cette concentration ainsi que le poids spécifique alloué à chacun de ces secteurs et déterminer les actions qu'il faudra abandonner à court ou moyen terme afin de libérer les moyens nécessaires à cette plus forte concentration.

4. L'aide alimentaire (cf. note qu'élaborera M. Marco Ferroni). En bref, les contacts noués à Puno et à Lima ont mis une fois de plus en relief le côté ambigu de l'aide alimentaire. Soutien qui peut être précieux pour une communauté, l'aide alimentaire contribue par ailleurs à modifier les habitudes alimentaires au détriment des cultures locales (à Puno, il ne semble pas que cela soit le cas étant donné la part réduite qu'elle occupe dans le revenu des paysans qui en bénéficie); elle peut créer une relation de dépendance et une mentalité d'assisté: les communautés qui ont pris l'habitude de la recevoir n'acceptent plus d'effectuer des travaux collectifs d'intérêt public sans contrepartie alimentaire.

L'Eglise catholique à Puno est partagée quant à son emploi: l'évêché de Puno y fait recours (CARITAS-Puno est le plus grand bénéficiaire de l'aide alimentaire des Etats-Unis) tandis que les prélatures de Juli et d'Ayaviri n'en veulent rien savoir. Les deux institutions privées avec lesquelles M. Staehelin a parlé à Puno (CARITAS et OFASA) ont donné l'impression d'être conscientes des problèmes, de chercher des modalités d'attribution permettant d'accroître la production agricole et de gérer l'aide alimentaire avec efficacité, ce qui n'empêche qu'elle se soit accusée l'une l'autre de l'utiliser partiellement à des fins de prosélytisme.

En ce qui concerne la Suisse, il faudra examiner de plus près un certain nombre d'attributions qui sont le fait d'une tradition



plus que d'une politique cohérente. Il conviendra également d'analyser avec quels produits l'on peut atteindre le plus grand nombre de bénéficiaires avec l'effet nutritionnel adéquat.

La discussion à Lima avec les responsables de la Municipalité a permis de connaître une expérience couronnée de succès: le programme du "verre de lait". Lancée avec le soutien de la Hollande et de la Communauté Européenne, cette opération - qui bénéficie chaque jour à un million d'enfants - est désormais prise en grande partie à charge du trésor public. Grâce à l'organisation et mobilisation des mères de famille, la distribution de cette énorme quantité d'aide alimentaire ne requiert qu'une dizaine de personnes à temps complet.

##### 5. La sécurité

Les entretiens conduits à Puno avec des interlocuteurs de divers horizons ont donné du "Sentier Lumineux" (SL) une vision quelque peu différente de l'image qu'a laissée son action à Ayacucho. Nos interlocuteurs ont évoqué un SL qui ne serait pas hostile à priori au développement, qui ne chercherait pas forcément à faire le vide dans les zones qui contrôlent, mais qui évaluerait soigneusement la façon dont chacun s'acquitte de sa tâche pour ne s'attaquer qu'à ceux qui commettent des abus ou sont directement liés au parti au pouvoir (l'APRA). La majorité des personnes interrogées ont déclaré craindre plus une militarisation du département et les abus des forces de l'ordre que l'action même de SL. Par ailleurs, l'expansion de SL est largement liée au conflit entre communautés paysannes et entreprises associatives; celles-ci sont peu nombreuses dans la zone aymara où travaille la DDA, de sorte que l'on n'y signale guère de présence de SL, les aymaras tolérant mal de surcroît que des étrangers - qui qu'ils soient - viennent leur dire ce qu'ils doivent faire. Il faut espérer que la restructuration des entreprises associatives et la distribution de terres aux communautés paysannes auxquelles procède actuellement le gouvernement contribuent à désamorcer le mouvement.

Quoi qu'il en soit, M. Staehelin a tiré de cette visite la conclusion que\*) nos experts et leurs contreparties nationales peuvent poursuivre leur tâche dans les zones où ils travaillent sans risques excessifs. Des consignes de sécurité ont été arrêtées.

\*) dans la situation actuelle,

## 6. Entretiens à Lima

Les entretiens avec les hauts fonctionnaires du Ministère des Affaires étrangères et de l'Institut National de Planification (INP), puis avec le Ministre de l'Agriculture ont permis à M. Staehelin de prendre connaissance de l'opinion de nos partenaires sur le programme suisse de coopération. Notre apport est très apprécié; la stagnation du "pipe-line" (soit l'absence de propositions de nouveaux projets) n'est due, selon ces interlocuteurs, qu'à des phénomènes circonstanciels. L'occasion est mise à profit pour présenter 5 nouveaux champs possibles de coopération:

- Programme d'éducation forestière et écologique pour les enfants paysans des écoles primaires de la Sierra (cette proposition a déjà fait l'objet d'une décision d'entrée en matière du Directeur);
- Programme d'appui à la production de lait et viande, à la reforestation et aux petits ouvrages d'irrigation dans le Trapèze andin;
- Programme de développement de la microrégion de Huari (département de Ancash);
- Appui à l'Action nationale de développement et l'agroindustrie rurale (ANDAR);
- Assistance technique et financière aux entreprises communales qui surgissent aujourd'hui de la restructuration des entreprises associatives dans le département de Puno.

En outre, la partie péruvienne s'est enquis de la possibilité de reprendre les négociations pour l'ouverture d'un crédit mixte. M. Staehelin a répondu que, dépendant de l'octroi de la garantie contre les risques à l'exportation, un crédit mixte ne pourrait être envisagé qu'après que le Pérou se soit entendu avec ses créanciers. Il a profité de l'occasion pour appeler de ses vœux un règlement qui permette la reprise des flux financiers à destination du Pérou, ainsi que l'instauration d'un climat d'investissement favorable.

Pour ce qui est du programme de coopération technique, M. F. Staehelin a exposé sans ambages les difficultés qui ont freiné l'expansion du programme péruano-suisse de coopération:

- des apports de contrepartie inférieurs à ce qui était stipulé dans les accords;
- la lourdeur administrative et la complexité des démarches à accomplir pour aboutir à toutes sortes de décisions;
- l'insuffisante rémunération du personnel officiel de contrepartie, source de démobilisation, d'absentéisme ou de rotation trop rapide;



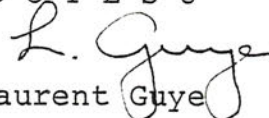
- 9 -

- le manque de continuité au terme de l'appui suisse, ce qui peut annuler en quelques mois plusieurs années d'effort;
- les changements de personnel au plus haut niveau des organismes d'exécution, la rédefinition des priorités ou les réorganisations institutionnelles qui tous affectent la continuité de l'action;
- l'attitude parfois contradictoire des divers services de l'Etat sur une même question, par exemple la collaboration avec les ONG.

Ceci dit, M. Staehelin a manifesté la disponibilité de la Suisse d'allouer entre 1986 et 1990 un montant de 26 millions de francs suisses pour la continuation des projets de coopération technique en cours et d'examiner des nouveaux projets pouvant impliquer des versements additionnels jusqu'à 10 millions de francs entre 1987 et 1990, pour autant que la marche du programme en cours soit satisfaisante.

.... Ces entretiens, qui ont reçu une bonne couverture dans la presse (cf. coupures ci-jointes), permettront sans aucun doute de donner une nouvelle impulsion au programme suisse de coopération au Pérou.

C O T E S U



Laurent Guye

Annexes: ments.

c.c: M. l'Ambassadeur Fonjallaz, Lima



Kopie an Herrn Staatssekretär E. Brunner

EIDGENÖSSISCHES DEPARTEMENT FÜR  
AUSWÄRTIGE ANGELEGENHEITENDirektion für Entwicklungszusammenarbeit  
und humanitäre Hilfe

Der Direktor

P.B. 55.40. Perou  
FK Schaelin  
Zac / K

Bern, den 18. November 1986

Notiz an Herrn Bundesrat Pierre Aubert

Mein Besuch in Peru vom 23.10. - 4.11.1986

Während meines Aufenthalts in Peru Ende Oktober/Anfangs November ersuchte ich den DEH-Koordinator, Herrn Laurent Guye, einen Bericht auszuarbeiten, der einen knappen Ueberblick gibt über den Verlauf meines Besuchsprogrammes und die ersten Konklusionen, die sich daraus ergaben. Herr Guye hat sich in so ausgewogener und prägnant zusammenfassender Weise dieser Aufgabe entledigt, dass ich Ihnen seinen Bericht direkt unterbreiten möchte (Beilage). Ich stelle ihm den diesbezüglichen Auszug aus dem Wochentelex Nr. 46/86 vom 10.11.1986 voran.

Die Fortsetzung der Entwicklungszusammenarbeit in Peru, insbesondere im Bereich der technischen Zusammenarbeit, erscheint mir vor allem in den auf Seiten 5/6 unter Ziff. 3 aufgeführten drei Hauptbereichen wichtig und richtig. Wie rasch sich das Zusammenarbeitsprogramm mit Peru weiterentwickeln wird, hängt vor allem von zwei Faktoren ab. In dem meinen Peru-Besuch abschliessenden Gespräch im Aussenministerium habe ich klagemacht, dass die schweizerische Unterstützung der peruanischen Programme sich nur in dem Masse entfalten kann, wie die peruanischen Partner die mit uns vereinbarten Eigenleistungen in personeller und finanzieller Hinsicht erbringen, m.a.W. wird die zur Zeit bestehende Kluft zwischen erklärter Regierungspolitik (Rhetorik) und Regierungspraxis teilweise überbrückt werden müssen. Der andere wichtige



Faktor ist die Sicherheit für schweizerische und peruanische Projektmitarbeiter. Insbesondere in der Präfektur Puno am Titicaca-See hat sich die Bedrohung durch die terroristische Organisation Sendero Luminoso in jüngster Zeit erhöht. Es scheint mir aber richtig und verantwortbar, unter Beachtung verstärkter Vorsichtsmassnahmen die schweizerische Unterstützung der dort laufenden Programme vorderhand weiterzuführen.

Peru nimmt unter den lateinamerikanischen Entwicklungsländern eine Sonderstellung ein. Sein Präsident, Alain Garcia, versucht, dringend notwendige Wirtschafts- und Sozialreformen zur Milderung der internen Spannungen zwischen verschiedenen sozialen Schichten und Landesteilen durchzuführen. Ob er die erforderliche politische Kraft dazu wird aufbringen können, ist unsicher. Der Druck der Strasse der Vielmillionenstadt Lima, der Machtanspruch der Mitglieder seiner APRA-Partei, der Terrorismus des Sendero Luminoso sowie die prononcierten Eigeninteressen der Streitkräfte und des Polizeiapparates gefährden sein Programm. Wir werden das verschuldungspolitische Vorgehen Perus nicht gutheissen können. Man muss jedoch den geringen politischen Spielraum von Alain Garcia erkennen, bzw. die Konsequenzen sehen, die ein Scheitern seiner politischen Mittelposition in Peru (u.a. auch für schweizerische Interessen) haben könnten. Wir sollten Peru eine Chance lassen und deshalb unsere Entwicklungshilfe im Bereich der technischen Zusammenarbeit im geplanten Umfange weiterführen.

Schliesslich möchte ich auch hier nochmals Herrn Botschafter Gérard Fonjallaz und seinen Mitarbeitern in Lima, insbesondere Herrn Laurent Guye, für die ausgezeichnete Vorbereitung meines Peru-Besuchs und die Begleitung und Unterstützung während des ganzen Programms herzlich danken.



F.R. Staehelin

Kopie (mit Beilage) geht an:

- EDA:
- Staatssekretär E. Brunner
  - Botschafter F. Muheim
  - Botschafter M. Krafft
  - Botschafter R. Wermuth
  - Botschafter J. Monnier
  - Botschafter A. Rüegg
  - Botschafter P.-A. Ramseyer
  - Herrn Minister A. Lautenberg
  - Herrn M. Pache
  - WM, GI, HL, CP, CL
  - PL, FC, EZ
  - MD
  - BL
- EVD/BAWI:
- Herrn Staatssekretär F. Blankart
  - Herrn Botschafter E. Roethlisberger
  - Herrn R. Jeker
  - Herrn J.-J. Maeder, Sektionschef Lateinamerika
- EFD:
- Herrn D. Kaeser, Vizedirektor  
Eidg. Finanzverwaltung
- 
- Herrn Botschafter G. Fonjallaz, Schweizerische Botschaft, LIMA
  - Herrn Laurent Guye, Schweizerische Botschaft, LIMA
  - Schweizerische Botschaft, WASHINGTON
  - Schweiz. Delegation bei der OECD, PARIS



Auszug aus dem Wochentelex Nr. 46/86 vom 10.11.1986

---

directeur dda f. r. staenelin a realise du 23 octobre au 4 novembre  
visite examen programme cooperation au developpement et aide huma-  
nitaire au perou. out de cette visite - la premiere qu'effectuait  
un directeur dda dans ce pays depuis 1976 - a ete etabli contact  
direct avec responsables des organismes partenaires et experts  
terrain dda afin se faire idee personnelle de la marche des projets  
et de adequation programme de cooperation a situation economique  
et sociale du perou ainsi qu'evaluer problematique securite pour  
cooperants et partenaires.

au cours visite departement cuzco, sfr a visite projet "herrandi-  
nas" visant a ameliorer outils agricoles andins traditionnels et  
"casa campesina" maison paysanne servant centre hebergement et  
formation paysan de passage dans capitale departementale, a puno.  
sfr a observe reconstruction waru-warus ou champs sur eleves,  
technique ancienne recemment remise en honneur qui permet preserver  
recoltes des inondations et geles. visite a compris egalement pro-  
gramme vulgarisation agricole par methode audiovisuelle (cespac)  
ainsi que projet "arbolandino" de reforestation communale avec  
especes natives dans regions situees entre 3,800 et  
4,500 metres altitude.

conclusion tiree de ces visites est que programme en cours, con-  
centre sur partie meridionale hauts plateaux andins qui abritent  
population la plus defavorisee, repond aux besoins du pays ainsi  
qu'aux objectifs fixes par gouvernement alan garcia. ce programme  
soutient actions jugees prioritaires mais que perou ne peut -  
compte tenu difficile situation economique - realiser sans appui  
externe. ceci est vrai egalement pour projets realises dans forets  
amazonienne en vue contribuer a identification mode mise en valeur  
des ressources qui soit compatible avec preservation equilibre  
ecologique.

entretiens a haut niveau conduits avec organismes decentralises  
promotion developpement, ministeres affaires etrangeres et agri-  
culture et institut national planification ont montre que parte-  
naires peruvians apprecient cette contribution et souhaitent ex-  
pansion programme cooperation. toutefois, pendant 15 premiers  
mois de gouvernement apriste, ont eprouve difficulte a elaborer  
propositions operationnelles et techniquement solides. neanmoins,  
4 nouveaux projets dans domaines agriculture, elevage, education  
forestiere et petite agroindustrie rurale ont ete presentes lors  
entretiens avec sfr. gouvernement alan garcia a entrepris serieux  
effort pour ameliorer distribution interne des revenus et reduire  
desequilibres entre regions geographiques et groupes sociaux.

cette volonte politique, jointe a la presence - comme dans plupart  
pays americque latine - personnel local qualifie, ouvre bonnes per-  
spectives de cooperation. contacts avec responsables agences do-  
natrices d'autres pays membres comite aide au developpement font  
apparaitre que cette appreciation est largement partagee, en depit  
position peruvienne sur la dette qui risque de couper pays de  
sources financement.



examen divers programmes aide alimentaire montre combien il est difficile realiser telles actions de maniere durable sans creer dependance et provoquer decouragement production agricole locale.

finalement, divers contacts ont permis a sfr apprecier menace que constituent pour cooperants et contreparties peruviennees les agissements de "sentier lumineux". il est clair que cooperation internationale ne peut plus travailler dans certains departements (ayacucho, nuancavelica, apurimac). en depit certain accroissement activites terroristes dans departement puno, programme suisse peut y etre poursuivi dans regions ou est actif: des mesures securite ont ete prevues.